

Rentrée scolaire : des « milliers d'enfants » en situation de handicap sans solution adaptée



Plus de 470 000 enfants en situation de handicap seraient scolarisés en France, selon l'Éducation nationale. Photo d'illustration. Jérémie ABOUT / Archives OUEST-FRANCE

L'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés, l'Unapei, principale association dans le secteur du handicap intellectuel, s'alerte du manque d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap (AESH), qui laisse des « milliers d'enfants » sans solution à une semaine du retour en classe.

Un cri d'alarme à une semaine de la rentrée scolaire. Des « **milliers d'enfants** » [en situation de handicap](#) se retrouveront sans solution de scolarisation adaptée, affirme l'Unapei, l'une des principales associations dans le secteur du handicap intellectuel, ce lundi 26 août 2024.

« **Même si de plus en plus d'enfants en situation de handicap sont accueillis à l'école, les difficultés persistent** », témoigne auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Sonia Ahehehinou, vice-

présidente de l'Unapei, en raison notamment du manque d'accompagnants spécialisés (AESH).

Lire aussi : [Près d'Angers, une erreur administrative empêche leur fils autiste d'aller à l'école à la rentrée](#)

Dans un communiqué publié ce lundi, l'association a évalué la situation d'élèves handicapés suivis par des associations locales. Selon son étude, dans l'Eure, 27 % d'entre eux ont accès à moins de six heures de cours hebdomadaires, un chiffre qui monte à 40 % dans l'Hérault et 50 % dans la Sarthe.

Deux tiers des élèves en situation de handicap bénéficient d'un accompagnant

En Loire-Atlantique, [plus de 900 élèves attendent d'être pris en charge](#) dans un institut médico-éducatif (IME) ou par un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad), pointe l'Unapei. De son côté, l'Éducation nationale fait état de « **plus de 470 000 élèves en situation de handicap scolarisés [...], dont les deux tiers bénéficient de l'aide d'un accompagnant** ».

L'Unapei a également recensé 945 témoignages de familles, dont les enfants sont déscolarisés ou partiellement scolarisés. Parmi ces témoignages, Leila Chaoui, 50 ans, ne sait pas fin août « **s'il y aura une AESH à la rentrée** », indispensable à l'entrée en CP de sa fille de six ans, atteinte d'hémiplégie et de troubles du langage.

Lire aussi : [Faute de transport, la rentrée compliquée au collège de Luana, 11 ans, atteinte d'une maladie neurologique](#)

Iteb Panneto, mère d'un enfant de huit ans atteint d'un handicap moteur et mental, se dit « **désespérée** » : en attente d'une place en IME depuis six ans, son fils sera accueilli deux jours par semaine dans une classe Ulis (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) spécialisée.

De nouveaux « pôles d'appui à la scolarité » expérimentés

La rentrée marquera la mise en œuvre des annonces du gouvernement pour l'école inclusive, avec notamment le déploiement de « **pôles d'appui à la scolarité** » dans quatre départements (Aisne, Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Var). Composés d'un professeur référent et d'un éducateur spécialisé, ils proposeront des aménagements pédagogiques et du matériel adapté, sans attendre, comme c'est le cas aujourd'hui, une notification de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

La vice-présidente de l'Unapei promet un regard « **attentif** » sur ces pôles avant leur généralisation. « **Il faut que les aménagements soient vraiment effectifs** », insiste Sonia Ahehehinou, qui

alerte sur les conséquences « **dramatiques** » d'un éventuel manque de personnel sur la prise en charge des élèves.